



Pour une Palestine libre et indépendante

Le 4 mai, au Caire, le Fatah et le Hamas ont signé un accord de réconciliation inter palestinien. Cette réconciliation peut être une bonne chose pour le peuple palestinien. Il n'est que de voir l'activité que déploie Netanyahu depuis l'annonce de cet accord, notamment ses rencontres à Washington et à Paris. L'enjeu est de taille, car en septembre se tiendra la réunion plénière de l'ONU où les palestiniens vont poser le problème de la reconnaissance d'un état souverain soutenu par 150 pays.

La réaction d'Israël face à cette situation nouvelle ne s'est donc pas fait attendre. Après les manœuvres politiques, des manœuvres financières et des mesures liberticides ont été prises par cet état contre les palestiniens. Dès l'annonce de l'accord Hamas-Fatah, Israël a commencé à imposer un blocus financier en gelant les transferts de fonds prélevés par les douanes israéliennes pour le compte de l'autorité palestinienne, menacée de se retrouver en état de cessation de paiements. La radio publique annonce également que Netanyahu veut empêcher la tenue d'élections libres en Cisjordanie et à Jérusalem- Est pour éviter que le Hamas l'emporte haut la main comme lors des dernières législatives de janvier 2006. A ces agressions, Netanyahu a ajouté une falsification des faits et inversé les rôles, qualifiant l'accord des palestiniens d' « un coup dur pour la paix et une grande victoire pour le terrorisme. Ceci pour tenter de faire oublier les massacres de centaines de palestiniens, les agressions contre ceux qui les soutiennent, la colonisation galopante de la Palestine par l'état d'Israël, la construction d'un mur et la misère à laquelle sont réduits les palestiniens. Où est le terrorisme ? La conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que le PIB palestinien est inférieur de 30% à ce qu'il était en 2000. Elle estime aussi que la levée du blocus de Gaza et l'assouplissement du bouclage de la Cisjordanie générerait une croissance annuelle de 14% et pourrait créer 80.000 emplois.

Avec les intérêts en jeu dans cette région du monde, on peut toujours craindre le pire pour les palestiniens face à Israël soutenu sans faille par les USA et les occidentaux. On peut aussi espérer comme le déclarait le premier ministre de l'autorité palestinienne Salam Fayyad « que cet accord conduise à la réunification de la nation nécessaire pour permettre à notre peuple de décider de son destin et d'établir un état indépendant sur la totalité des territoires occupés depuis 1967 avec Jérusalem Est pour capitale ».

L'ONU doit se prononcer pour un Etat Palestinien. Le peuple palestinien doit décider librement de son avenir dans un Etat indépendant. La France doit rompre ses relations avec l'Etat d'Israël jusqu'à qu'il libère la Palestine.